



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT
DIE UNABHÄNGIGE BÄUERLICHE ZEITUNG

Entweder wir lösen die Probleme oder wir zahlen für die Probleme

Big-M hat eine Offensive gestartet und mit drei Veranstaltungen in verschiedenen Deutschschweizer Regionen die Milchbauern und Milchbäuerinnen aufgefordert, an Lösungen mitzuarbeiten, wie die Milchmenge zu regulieren sei. Ein Unterfangen, das aussichtslos scheint. VerliererInnen sind vorgesehen, gewinnen können eventuell trotzdem alle etwas. Uniterre hat sich an allen drei Veranstaltungen (nebst vielen Veranstaltungen in der Romandie) eingebracht und das Mengenregulierungsmodell unserer Kommission-Lait vorgestellt. Unsere Ideen fielen auf guten Boden, wenn auch das Modell nicht einfach zu erklären ist. Nicht einfach, weil es vorsieht, denjenigen etwas zurückzugeben, welche nie einen Liter zuviel gemolken haben, nun aber trotzdem auch eine Reduzierung der Menge in Kauf nehmen müssten. An den Veranstaltungen wurde schlussendlich über Vorschläge schriftlich abgestimmt. Big-M schlägt nun vor, gemeinsam einen Mittelweg zu suchen, um «(...) das Entsorgen von Schweizer Milchüberschüssen auf dem Weltmarkt endgültig abzustellen». Uniterre wird an dieser Lösung mitarbeiten und sich dafür einsetzen, dass auch in der Romandie und unter den Uniterre Mitgliedern über diesen Mittelweg diskutiert wird. In der Kommission-Lait müssen nun die Voraussetzungen für eine Zusammenarbeit geschaffen werden, das heisst unter anderem auch, wir müssen uns klar darüber werden, wie weit unsere Ziele mit denjenigen von Big-M übereinstimmen und wie wir weiterhin unseren solidarischen Lösungsansatz einbringen können.



Soit nous résolvons les problèmes, soit nous paierons

Big M a lancé l'offensive. L'organisation alémanique a organisé trois débats participatifs dans les différentes régions laitières de suisse alémanique. Les familles paysannes y étaient invitées à exposer leurs solutions pour réglementer la production laitière du pays. Une tâche qui peut sembler désespérée mais qui finalement est juste, à savoir qu'enfin la parole est donnée aux perdants actuels, à savoir les familles paysannes.

Elles ont tout à y gagner. La commission lait d'Uniterre a présenté son modèle de gestion des quantités dans les trois soirées. Notre projet passe bien malgré le fait qu'il n'est pas toujours simple à expliquer, surtout pour celles et ceux qui n'ont jamais traité un litre de trop et qui doivent restituer, contre rémunération, une partie de leur droit de produire.

Toutes les propositions ont ensuite été votées par écrit. La proposition de Big-M et celle d'Uniterre ont été retenues. Il s'agit donc maintenant de trouver un terrain d'entente pour «éliminer ces excédents de lait suisses sur le marché mondial». Uniterre va travailler sur cette nouvelle voie et veiller à ce que vous, membres d'Uniterre, puissiez vous prononcer. La Commission lait devra donc prochainement définir les conditions de la collaboration avec Big-M. Nous devons clairement définir nos objectifs communs et apporter l'aspect solidaire de notre proposition. Sans cela, personne ne s'en sortira et nous paierons.



Assemblée Générale/
Generalversammlung
Nouvelle Présidence/
Neues Präsidium

Pages 2-3



L'entretien /
Das Interview
Jean Hutin

Pages 4-5



La vie des sections/
In den Sektionen
Assemblées BIG-M

Page 6



Dossier thématique/
Thematischer Fokus
OGM

Page 7

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'UNITERRE

Changement à la Présidence d'Uniterre

Cette année, l'assemblée générale d'Uniterre revêtait une importance particulière. En effet, après 16 ans à la tête du syndicat, Pierre-André Tombez remet son mandat à disposition.



La nouvelle co-Présidence d'Uniterre: Ulrike Minkner, Alexandre Delisle et Jakob Alt

«Ce n'est pas bon pour une organisation lorsqu'un leader reste trop longtemps à sa tête. J'aimerais laisser la place aux jeunes pour s'investir dans la défense professionnelle» a expliqué Pierre-André. «Je suis confiant car le syndicat a toujours été dynamique grâce à des équipes du bureau qui ont Uniterre dans le coeur, c'est important et je les remercie. Je remercie Fernand Cuhe et Gérard Vuffray d'avoir mis toute leur expérience et compétence au service d'Uniterre et d'avoir assuré une bonne transition avec les équipes Valérie/Sylvie et Valentina/Nicolas» a-t-il poursuivi.

Si Pierre-André se retire de la présidence et du comité, il sera toujours un membre engagé et il a déjà quelques idées dans des tiroirs pour soutenir le syndicat...

Cette assemblée a donc été l'occasion de le remercier pour sa disponibilité de tous les instants et de le fêter. Comme l'a souligné Alexis Corthay, président de la section genevoise, «l'engagement de Pierre-André a été admirable, une chance pour la profession. Pierre-André a su donner espoir à ce métier malgré le vent contraire, et il n'a pas utilisé sa fonction comme un tremplin politique, au contraire de la plupart des dirigeants agricoles». Pierre-André Tombez a notamment accompagné Uniterre dans le renforcement des liens internationaux (La Via Campesina et l'European Milk Board) ainsi que dans l'extension du syndicat en Suisse alémanique.

Un des points forts du syndicat, à côté des liens internationaux, est la défense des intérêts des paysannes et des paysans sur le plan national: tant vis-à-vis des autorités dans le cadre des réformes

successives de la politique agricole ou d'autres lois touchant de près l'agriculture, que vis à vis des acheteurs dans un engagement permanent pour défendre des prix équitables pour les producteurs.

Depuis 15 ans, la participation aux consultations sur la politique agricole a fortement été inspirée par le concept de souveraineté alimentaire. Ainsi Uniterre, syndicat paysan suisse, joue un rôle important pour proposer des solutions aux problèmes nationaux en gardant en permanence un regard sur leur éventuel impact sur le plan international.

Un Grand Président



Max Fragnière et Charles-Bernard Bolay, présidents respectifs des sections fribourgeoise et vaudoise, sont membres du syndicat depuis plusieurs décennies. Ils témoignent de la contribution importante de Pierre-André à la défense professionnelle agricole:

Max: «Pierre-André a été un Grand Président pour Uniterre: son sens fort du travail d'équipe, son pouvoir rassembleur, son excellente connaissance

des dossiers et sa facilité d'expression auront marqué la vie du syndicat. Il a su porter un message clair, qui est le droit de tous les paysans à un revenu décent quelque soit la grandeur de l'exploitation, qui n'est pas le facteur déterminant de son avenir». Tout au long de son exercice, Pierre-André a prôné une défense professionnelle inclusive: «Je n'ai jamais été déçu de ses interventions publiques, il a porté nos revendications sur le devant de la scène. Au moment de prises de décisions stratégiques lors des manifestations, comme par exemple dans la plaine du Rhône, à Pringy ou devant le Palais fédéral, il suffisait d'un regard complice pour nous consulter».

Charles-Bernard: «Pierre-André a beaucoup apporté à Uniterre par sa grande capacité de synthèse et son excellent réseau à chaque échelon. Son engagement entièrement bénévole est à saluer.»

Une nouvelle co-présidence

Les personnes nouvellement élues pour une année à la Présidence fonctionneront comme co-présidents: l'actuelle vice-présidente Ulrike Minkner, productrice à Mont-Soleil (Jura bernois), Alexandre Delisle, producteur à Ferlens (VD) et Jakob Alt, producteur à Oetwil a.d.L (ZH). Ce choix reflète la volonté de renforcer la présence en Suisse alémanique et d'avoir une Présidence représentative de la diversité des membres. La gestion de l'organisation est devenue plus importante du fait de son caractère national. Il y a deux langues de travail et des spécificités régionales, puisqu'en Suisse allemande, Uniterre n'est pas encore connu.

Un fonctionnement prometteur

Ulrike Minkner a été deux années

vice-présidente et depuis le mois de mars, elle renforce également l'équipe du bureau à 50% pour développer les sections alémaniques. Elle s'est beaucoup investie dans la filière lait, mais aussi dans la Commission Femme et dans la plateforme souveraineté alimentaire. Bilingue et soucieuse d'une bonne dynamique au sein des instances d'Uniterre, Ulrike mettra à profit son expérience de plus de dix ans de secrétaire de l'organisation Berheimat, qui appuie les fermes de montagne en leur accordant des crédits sans intérêts.

Alexandre Delisle s'est activement engagé à Uniterre lors de la grève du lait, notamment au sein de la Commission Lait, avec laquelle il a à plusieurs reprises parcouru l'Europe à la rencontre d'autres producteurs de lait membres de EMB. Il est également président de la société d'agriculture de Oron, président du comité de pilotage d'un réseau agro-écologique qui regroupe 5 villages autour de Ferlens et il dispense des cours en Industrie laitière et dans les cours inter-entreprises à l'école d'agriculture de Granges-Verney. Cet homme au franc parler connaît donc extrêmement bien ses dossiers et compte bien mettre à profit ses compétences pour faire entrer dans la sphère politique la mesure d'Uniterre de gestion des quantités de lait basée sur des prix équitables. Alexandre Delisle aimerait aussi chercher plus de concordances avec les autres organisations professionnelles.

Jakob Alt est un pilier de la section Zürich-Winterthur. Producteur retraité, il met à disposition ses compétences pour faire connaître Uniterre en Suisse alémanique et créer des débats sur la souveraineté alimentaire, notamment au sien d'un groupe de travail élargi. Musicien et compositeur, il vise aussi une autre façon de communiquer sur les enjeux agricoles et alimentaires.

Stratégies pour l'année à venir

Plusieurs points forts ont été adoptés lors de l'AG: dans le dossier laitier la mise en place de la mesure de gestion des quantités de lait et prix équitables, la promotion de la production fourragère locale, la commercialisation directe dont l'agriculture contractuelle; la souveraineté alimentaire et les liens internationaux; le renforcement du travail des sections et la communication tant en interne qu'avec l'ensemble de la société civile.

Nouveau statut de sympathisant

L'assemblée générale a validé l'introduction d'un statut de sympathisant et la différenciation entre membres sympathisants collectifs et membres sympathisants individuels. Dorénavant, les sympathi-

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'UNITERRE (SUITE)

sants collectifs (laiteries, coopératives, organisations agricoles, etc) verseront une cotisation au minimum équivalente à celle des membres paysans, alors que les membres sympathisants individuels (non paysans ainsi que les organisations et institutions non agricoles) verseront une cotisation différenciée de celle des membres paysans. Pour 2013, les cotisations ont été fixées comme suit: **400.- pour les paysans, 400.- pour les membres sympathisants collectifs et 200.- pour les sympathisants individuels.**

Une analyse des attentes des membres d'Uniterre et leurs motivations

En guise de clôture de l'AG, le Groupe de recherche TAPAS (Transformations des appartenances professionnelles et des affiliations socio-politiques) de l'université de Fribourg a présenté les résultats du questionnaire envoyé à l'ensemble des membres. L'objectif était de mieux caractériser le type de nos membres, de connaître les motivations de leur adhésion, leurs attentes envers le syndicat et

ainsi de déterminer comment agrandir le cercle des membres.

L'étude a montré qu'une majorité des répondants étaient des membres récents, suite à des actions, notamment la grève du lait. Les répondants représentent une base diversifiée avec seulement 12% de producteurs de lait, exploitant des grosses comme des petites surfaces, et qui n'ont majoritairement pas d'héritage familial politique ni syndical. En adhérant à Uniterre, ils recherchent majoritairement une défense des prix rémunérateurs, un

soutien aux circuits courts, ainsi qu'un partage des valeurs, un dialogue entre paysans.

Uniterre-AGG

Pour en savoir plus sur vos représentants: les entretiens de Ulrike Minkner et Aklexandre Delisle sont disponibles sous: <http://www.uniterre.ch/Presentation/structure.html> ou respectivement dans les journaux de septembre 2010 et octobre 2011. Voir l'entretien avec Kōbi Alt dans l'encadré ci-dessous.

Interview avec Jakob Alt

Pourquoi as-tu accepté cette fonction ?

J.A.: Quand l'orage approche alors qu'il y a du foin par terre, les paysans s'entraident sans réfléchir. Des orages se préparent effectivement – Ernst Därendinger aurait dit: «il y a une vache dans l'air». Concrètement, quand il est apparu que personne ne voulait assumer la présidence, je savais qu'il fallait faire quelque chose. J'avais de la peine à m'imaginer une présidence collective avec sept présidents qui ne veulent pas de ce mandat.

Comment as-tu perçu Uniterre depuis la Suisse allemande ?

Ma première phase paysanne date d'il y a quelques décennies. Jeune paysan, j'ai entendu parler des actions de l'UPS. Cette façon de s'investir pour une cause m'a beaucoup impressionné. De l'autre côté du «Röstigraben», le courage et l'union des paysans romands m'ont souvent manqué.

Quand et pourquoi as-tu rejoint Uniterre ?

Après un certain temps dans l'agriculture, j'ai dû fermer ma porte d'étable et j'ai travaillé dans le social. Plus tard, nos enfants ont repeuplé l'étable avec du bétail. Je pouvais même réaliser mon rêve: labourer avec un attelage de plusieurs chevaux, travailler la terre avec des Franches-Montagnes. Au cours du temps, la situation globale des paysans s'est détériorée. Depuis ma retraite, je peux ralentir et consacrer mon énergie à ce qui me semble utile. Soutenir Uniterre à l'arrière-plan, cela coulait de source.

En avril, les membres de la Suisse allemande ont invité les médias à une conférence de presse au sujet des antibiotiques. Quelles étaient leurs principales demandes ?

Il est difficile d'attirer l'attention de la population sur la souveraineté alimentaire. D'autant plus, quand l'USP reprend le terme en lui donnant une autre signification. Au contraire, toute une série de reportages dans la presse et à la télévision ont averti la population que la résistance aux antibiotiques concerne tout le monde. Il s'en fallait de peu pour qu'on fasse des paysans – une fois de plus – le bouc émissaire. Mais la souveraineté alimentaire est une base parfaite pour introduire des changements concrets dans le borbier de la politique agricole et ce message-là, il fallait et il faut le communiquer.

En décembre dernier, Uniterre a déposé un veau mort sur la place fédérale. Comment as-tu vécu cette action ?

Personnellement, j'ai des difficultés avec la politisation des animaux. Mais plus je me suis consacré à ce sujet, plus il devenait clair que nous devons faire cette action – avec des explications très claires pour satisfaire le scepticisme des Suisses allemands. Alors, j'ai écrit la chanson du veau.

Quelles demandes/sujets forment la base de ton travail chez Uniterre ?

La justice et la durabilité sont des valeurs qui m'ont marqué. En Suisse, les paysans sont devenus une minorité menacée d'extinction et dans notre système de démocratie directe, il faut que les citoyens et les citoyennes comprennent les problèmes. Les paysans ne sont pas des entrepreneurs qui servent le roi pour de l'argent. Les paysan-ne-s sont responsables pour une alimentation saine sur toute la planète. Pour ces raisons-là, je trouve que l'approche globale et solidaire de la souveraineté alimentaire est tellement pertinente.

Un autre sujet qui me tient particulièrement à cœur est la quantité de connaissances que nous avons perdue en raison de la science et de la technique: la culture agricole. Nous devons impérativement réacquies ces connaissances. Notamment, pour faire face aux situations difficiles.

Was hat dich überhaupt dazu gebracht dieses Amt zu übernehmen ?

Wenn ein Gewitter im Anzug und Heu am Boden ist, dann helfen Bauern instinktiv. Es sind Gewitter im Anzug, oder wie Ernst Därendinger gesagt hätte: "Es ligt e Chueh ir Luft". Konkret heisst das: als sich abzeichnete, dass niemand auf den Präsidentenstuhl wollte, war für mich klar, es muss etwas getan werden. Eine Corpore-Lösung mit sieben Präsidenten, die alle nicht wollen, konnte ich mir beim besten Willen nicht vorstellen.

Wie hast du Uniterre von der Deutschschweiz aus wahrgenommen ?

Meine erste Bauernphase liegt Jahrzehnte zurück. Als Jungbauer habe ich von Aktionen der UPS gehört. Diese Art für seine Sache einzustehen hat mir mächtig Eindruck gemacht. Mut und Zusammenstehen haben mir unter Bauern diesseits des „Röstigrabens“ oft gefehlt.

Wann und warum bist du zu Uniterre gestossen ?

Zwischenzeitlich habe ich die Stalltüre schliessen müssen und bin in die Sozialarbeit eingestiegen. Unsere Kinder haben die Ställe dann aber wieder mit Tieren belebt. Ich konnte mir sogar den Traum erfüllen, mehrspännig zu ackern und die Felder mit Freibergern zu bestellen. Generell ist die Lage der Bauern aber stets schwieriger geworden. Seit ich AHV beziehe, kann ich kürzer treten und meine Energien da einsetzen, wo es mir nützlich erscheint. Uniterre aus den hinteren Reihen zu unterstützen, lag da auf der Hand.

Die Mitglieder in der Deutschschweiz haben im letzten April zum Thema Antibiotika zu einer gemeinsamen Pressekonferenz eingeladen, was waren die wichtigsten Anliegen ?

Eine breite Bevölkerung für ES zu interessieren ist schwierig. Schon gar, wenn der SBV diesen Begriff übernimmt, aber anders füllt. Eine Serie von Berichten in Presse und Fernsehen zeigte auf, dass von den Resistenzbildungen alle Menschen ganz direkt betroffen sind. Die Gefahr, dass Bauern auch da wieder mal als Sündenböcke hinhalten sollten, lag bedrohlich nah. ES ist aber eine wunderbare Basis für konkrete Änderungen in der verfahrenen Agrarpolitik. Das wollten und wollen wir kommunizieren.

Uniterre hat im vergangenen Dezember ein totes Kalb mit auf den Bundesplatz genommen, wie hast du diese Aktion erlebt ?

Ganz persönlich hatte ich Widerstände gegen ein verpolitisiertes von Tieren. Je mehr ich mich aber mit dem Thema befasst habe, desto klarer wurde: das müssen wir durchziehen - aber auch für die skeptischen Deutschschweizer gut erklären. Drum habe ich dann das Lied vom Kalb geschrieben.

Welche Anliegen/ Themen sind für dich die tragenden Bausteine für deine Arbeit für Uniterre ?

Gerechtigkeit und Nachhaltigkeit sind Grundwerte, die mich geprägt haben. Als Bauern sind wir mittlerweile in der Schweiz eine verschwindende Minderheit. In unserer direkten Demokratie sind wir aber angewiesen drauf, dass die StimmbürgerInnen verstehen, um was es geht. Bauern sind nicht Unternehmer, die für Geld Königinnen bedienen. Bäuerinnen weltweit sind für gesunde Versorgung zuständig. Drum ist mir der solidarisch-globale Ansatz von ES auch so wichtig.

Besonders am Herzen liegt mir auch, was wir uns durch Wissenschaft und Technik haben rauben lassen: die Agrikultur. Sie müssen wir uns dringend wieder zurück erobern. Grad in schwierigen Zeiten.



Prenez soin de la terre,
Nous n'en avons qu'une seule /
Tragt Sorge zur Erde
wir haben nur eine

L'ENTRETIEN

«La présence humaine dans les ceps est essentielle»

Jean Hutin, vigneron encaveur à Dardagny dans la campagne genevoise, est bien connu dans le milieu viticole. Alors que la situation du marché se dégrade, nous profitons d'abord avec lui l'histoire de son domaine, d'analyser le marché viticole actuel et de jeter un regard sur Uniterre dont il est membre depuis de nombreuses années.



Jean Hutin dans ses vignes de Dardagny

Jean, parlez-nous un peu de votre domaine viticole?

C'est un domaine familial depuis la fin du 19^{ème} siècle. Mon grand-père a épousé une fille Rey et cette union a donné naissance à un domaine agricole et viticole. Ma famille, comme d'autres collègues, s'est petit à petit spécialisée dans la viticulture et les surfaces viticoles de la région se sont agrandies. Nous vivions dans une période de haute protection des marchés agricoles, dernières réminiscences de la politique agricole de guerre, le début des 30 glorieuses. A cette époque, mon père et mon oncle géraient le domaine de 45 ha (vignes, grandes cultures, élevage bovin). Je suis revenu sur le domaine en 1976 après avoir vécu diverses expériences, dont le théâtre, puis travaillé chez un collègue. Mon oncle m'a proposé la location de ses vignes et je me suis associé à mon frère Pierre qui avait repris la part de mon père.

Quelle touche personnelle avez-vous apporté à cette aventure familiale?

Au début des années 80, nous avons commencé à diversifier l'encépagement car le domaine était, comme beaucoup d'autres, constitué de Chasselas, de Gamay et d'un peu de Pinot noir. Nous avons parallèlement développé la vente sous la marque du Domaine les Hutins. Une part était encavée sur place puis revendue en bouteille à des grossistes et une autre était vendue en moût à des négociants. A l'époque, cette formule était viable, voire même plutôt rentable. Une nouvelle cave a été aménagée dans les murs de la ferme en 1982, année d'une récolte très importante qui faisait suite à quatre

petites récoltes. 1982 est souvent citée comme date marquante du réchauffement climatique. A cette période, le marché commençait à s'ouvrir, les protections à la frontière tendaient à diminuer et le marché du vin en vrac en a subi les conséquences. Nous avons diversifié nos cépages et nos marchés. Nous avons commencé par du Riesling Sylvaner, du Chardonnay puis du Sauvignon et enfin le Pinot gris et blanc. Les cépages blancs étaient bien adaptés à notre terroir. Un peu plus tard nous avons introduit de nouveaux cépages rouges tels que le Gamaret et le Garanoir (1987), puis le Merlot (1994) et la Syrah (2008) qui ont «profité» du changement climatique. Je me souviens encore des premières dégustations de Gamaret en 1987 à la station cantonale. C'était une journée lumineuse, les magnolias étaient en fleur, un souvenir éclatant. Nous avons donc augmenté progressivement la vente en bouteille pour arriver en 1995 à ce que 90 à 100% de notre encavage soit vendu en vente directe. Ma fille Emilienne a rejoint le domaine à mi-temps dans les années 90, après une formation en œnologie et en viticulture. En 2008, lorsque mon frère Pierre a pris sa retraite, il lui a loué ses vignes. C'est elle qui est aujourd'hui à la tête de l'entreprise que nous gérons en association. Son fils est aussi en train de suivre ce chemin.

Est-ce que cette évolution a été facile?

Il faut dire que le vignoble genevois avait mauvaise réputation. Mais la qualité des vins dépendait des hommes et non des vignes et du terroir qui avaient tout le potentiel pour être mis en valeur. Nous avons surtout pu entreprendre ce virage

car, au début des années 80, la situation était beaucoup moins difficile économiquement! Les moûts étaient vendus au moins 30% de plus que maintenant. Ce qui nous a permis de faire des essais, des innovations, de prendre certains risques car, économiquement, il y avait de la marge. C'était capital. Mon frère et moi n'étions pas des vendeurs qui distribuaient facilement des cartes dans les restaurants et dans les foires. Nous avons procédé par étape, en consolidant pas à pas nos marchés et en fidélisant notre clientèle. Nous développons de nouveaux cépages et vins si nous savions qu'un marché se trouvait à la clé. Nous ne voulions en aucun cas brader nos produits. Cela n'a pas été le cas de tous les producteurs qui ont quelque fois convertis des surfaces importantes de vignes sans s'être assurés de l'existence d'une demande suffisante.

C'est un vrai domaine familial, mais vous avez aussi des employés?

Où nous avons 4 employés à l'année et deux apprentis. Nous utilisons encore beaucoup de main d'œuvre sur le domaine. 3/4 du rebiolage se fait à la main. Une équipe du sud de l'Italie vient depuis 20 ans pour les effeuilles et les vendanges; nous avons tissé des liens sociaux étroits au fil des ans. Nous sommes surtout mécanisés pour les traitements. J'aime à dire que la présence humaine dans les ceps est essentielle. Mais malheureusement, cela pèse sur les coûts et il faudra peut-être rationaliser.

A vous entendre, il semble que c'est une réussite! Est-ce le cas de tous?

La situation est variable selon les domaines; en fonction des marchés qu'ils ont pu développer, de l'historique, de l'endettement ou de ses coûts de production. Nous, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas vraiment à nous plaindre car nous vendons 95% de notre production en bouteille sur le marché suisse et nous avons quelques exportations très marginales. Mais je n'ai jamais pu me distancer de la globalité, ne penser qu'à moi ou à ma réussite personnelle. Je me suis toujours engagé dans les organisations professionnelles genevoises et suisses. Il en est de même pour ma fille. Et force est de constater que la situation, en tous les cas en Suisse romande que je connais mieux, n'est pas bonne du tout. Selon certains, elle est la pire vécue depuis 30 ans! C'est tout de même incroyable qu'un secteur qui produit moins de 40% de la consommation nationale soit en difficulté!

Quelles en sont les raisons selon vous?

J'en perçois deux sortes. Tout d'abord, celles qui sont internes à la profession. Nous avons un système de droits de production par cépage. Dans certaines régions, ces droits sont encore trop importants. Quelque fois, ils ne sont pas totalement respectés. Il s'agit là des vins AOC dont les plafonds sont réglés au niveau cantonal par les interprofessions et les autorités cantonales. Par ailleurs, pour les vins de pays, nous sommes sous le droit fédéral. Il est possible de produire 1.8 kg par m² pour les blancs et 1.6 kg par m² pour les rouges. Ces quotas de production sont intouchables, ils ne peuvent pas fluctuer en fonction des tendances du marché; c'est absurde. Il faut être flexible et baisser la production quand le marché va mal. Il y a également des incohérences qui font que quelque fois, il est par exemple moins rentable de produire du Chasselas AOC Genève que du Vin de pays. Cela est probablement dû au fait qu'il n'y pas suffisamment de revendications sur les prix afin de permettre de rémunérer la qualité issue de la baisse de la production au m². Dans les interprofessions, c'est les vignerons encaveurs indépendants qui revendiquent le plus fermement des prix permettant de couvrir les coûts. Ce ne sont pourtant pas des prix surévalués; ils doivent rémunérer la qualité supérieure du produit et permettre d'investir, d'innover, de rechercher encore plus la qualité en prenant quelques risques. Par exemple, nous avons 2.5 ha en reconversion biodynamie. Nous n'en faisons pas plus car nous ne nous sentons pas les reins assez solides pour augmenter la surface. De plus, nous savons qu'il y a du vin excédentaire en Romandie (AOC et vins de pays). Il y a des stocks de 2010, voire de 2009 dans les caves. Certaines structures de stockage qui avaient été abandonnées ont été «squattées» pour faire de la place pour les vendanges 2011. Alors les stocks d'AOC seront soit bradés, soit déclassés en vins de pays. En 2010, le Chasselas romand était payé à 3.20.- (pressé et débourbé). En 2011, il se situait à 2.20.-. Aujourd'hui, les prix articulés semblent s'approcher de 1.50.-. A ce taux là il ne s'agit même plus de se poser la question s'il vaut la peine de vendanger ou non... il faudrait cesser d'investir du travail dès aujourd'hui, avant les effeuilles! Est-ce normal?

Et la deuxième raison du marasme?

Elle est liée au marché international. Nous importons toujours plus. Et nous

L'ENTRETIEN (SUITE)

consommons toujours moins. L'an passé, la consommation a baissé de 2.5%. Si nous ne réduisons pas les quantités importées, la perte est alors entièrement assumée par la production indigène. Coop a fait planter du Chasselas au sud de l'Allemagne (région de Baden). Le vin arrive à 1.20 euros dans les caves de Bâle pour être mis en bouteille. Impossible de concurrencer de tels prix! Si nous ajoutons à cela la baisse de l'euro, le tourisme alimentaire et le manque de volonté politique d'agir, nous avons tous les ingrédients garantissant la crise du secteur viticole. Aujourd'hui, il est beaucoup plus facile d'importer du vin en Suisse que d'en exporter. Notre marché est très ouvert. Il suffit de comparer les linéaires de vins chez nous et ceux en France. En Suisse, le choix de vins étrangers est beaucoup plus important.

Comment se fait-il que cette situation ne soit pas plus prise au sérieux?

Les langues ont de la peine à se délier dans la profession. Beaucoup de vigneron n'osent pas dire qu'ils sont au bord du gouffre. Quant un vigneron d'un vignoble emblématique de Suisse romande commence à dire que «ça va moyen, ça gêne», c'est que cela ne va pas du tout. La situation des vigneron genevois n'est pas pire que celle des autres, au contraire. A part peut-être les Grisons, tout le secteur vit des moments très difficiles. Mais nous n'arrivons pas, au niveau de la fédération suisse des viticulteurs à avoir une voix forte et unie pour exiger une action concertée. Il faut que d'une part la profession se prenne en main en réduisant les quantités, mais aussi que les politiques assument leurs responsabilités et aillent renégocier les contingents d'importation. Nous ne voulons pas un blocage des frontières ni des millions pour éponger les stocks. Nous voulons que les quotas importations soient recalculés au moins en fonction de la baisse de consommation. Ensuite il faut réformer nos lois viticoles car si nous avons des spécificités cantonales, notre marché est au moins national. Nous ne pouvons agir chacun dans notre coin sans concertation. Enfin il faut être prêts à être plus transparents pour permettre la mise en place d'un observatoire du marché du vin. Aujourd'hui nous agissons à l'aveugle. Il nous faut des instruments qui nous permettent de voir quelles quantités sont écoulées sur quels types de marchés et dans quelle région. Or, nous rechignons à transmettre des chiffres. Cela pourrait se faire de manière anonyme, mais il nous faut une image claire de la situation pour ensuite agir en conséquence.

Favoriser la promotion?

Nous devons améliorer la reconnaissance des vins suisses pour les placer sur notre marché. Nous avons une diversité extraordinaire de cépages, de qualité, de types de produits avec des prix qui varient de 9.- à 70.- la bouteille. Il y a un gros travail à faire et nous devons éviter le fiasco de l'office national qui a sombré après un an sans que les responsabilités ne soient établies. Ce qui a été fait à Genève en terme de promotion est un bon exemple. Le fait que l'État s'engage à promouvoir les produits locaux s'est ressenti sur nos domaines. La promotion dans les restaurants et lors d'événements a été préparée et organisée.

Et au niveau de la défense professionnelle viticole?

Nous devons avoir plus de courage et affirmer le droit de revendiquer des prix plus élevés lorsque nous faisons de la qualité ou lorsque nous créons des labels avec des normes plus sévères en faveur de l'environnement, du social ou du climat. Lorsque nous le faisons, certains de nos collègues ou de nos dirigeants nous disent qu'il ne faut pas faire de la politique! Ce n'est pas de la politique, c'est de la logique entrepreneuriale. Tout travail doit être rémunéré.

A ce propos quelle est votre analyse de la défense professionnelle «classique»?

Il me semble qu'elle est très liée aux mécanismes de marché que nous subissons aujourd'hui. Elle a beaucoup de peine à se mettre en opposition. Bien sûr il est possible de faire des aménagements, mais il ne faut pas trop laisser aller. Il ne faut pas accepter que l'agriculture soit une monnaie d'échange dans les accords économiques. Nous pourrions théoriquement acheter tous nos produits à l'étranger; mais dans quel but et avec quelles conséquences? Nous pourrions produire des pièces de théâtre dans des réseaux francophones et arrêter d'en créer et d'en monter à Genève. Mais dans quel but? La diversité des activités économiques et culturelles est vitale pour une communauté car elle façonne l'âme d'une ville, d'un pays.

Comment voyez-vous Uniterre?

Cela fait longtemps que je suis son travail. J'étais plus actif du temps de Fernand Cuhe. Je suis un peu étonné que le syndicat ne se soit pas impliqué dans l'initiative «pour une économie utile à tous» qui amène une réflexion intéressante. J'apprécie par contre la vision qu'Uniterre apporte. Si le système politique et économique continue sur la lancée actuelle, Uniterre sera sûrement à l'avant garde de ce qui va se passer en terme de combats. Je suis malgré tout surpris que le syndicat ne semble

intéresser qu'une marge «alternative» de la profession. Bien que ces gens soient par ailleurs des entrepreneurs qui ont fait leurs preuves. Peut-être que cette méfiance est due au conservatisme intrinsèque au monde paysan. Celui-ci a été choyé par le pouvoir politique pendant longtemps puis une cassure s'est opérée. Mais les paysans n'en ont pas encore tiré les conséquences. Par exemple nous avons récemment parlé avec Uniterre Genève du prix du blé. Une part du blé genevois est vendue pour fabriquer du pain commercialisé sous un label local. Il y a une plus value mais qui ne permet toujours pas de garantir une couverture des coûts de production. Sachant que le prix du blé est une part minime du prix final du pain, qu'est ce que cela «coûte» de revendiquer un prix juste pour la matière première? De quoi avons-nous peur? C'est difficile car nous vivons sous l'emprise du discours dominant visant à convaincre la population qu'il est indispensable de baisser les prix... pour ne pas avoir à augmenter les salaires

et s'aligner petit à petit sur ceux de nos voisins européens... tout en revendiquant notre indépendance politique et économique. Ce mécanisme pervers doit être compris, analysé.

Que souhaitez-vous?

Et bien que les paysans s'intéressent justement à cette vision proposée par Uniterre pour s'informer, pour apprendre. Il nous faut mettre de nouveaux mécanismes en place qui permettent un développement durable dont on rêvait après 1989. Or tout a été faussé à la chute du mur; le système s'est emballé car il n'y avait plus «l'autre» auquel nous pouvions nous comparer pour prouver que c'était mieux de ce côté-ci du mur. La disparition de cette «référence» a eu comme conséquence que nos dirigeants n'ont plus eu à justifier, à remettre en question leurs choix. Et cette époque a coïncidé avec l'émergence sur la scène politique des écoles ultralibérales.

Propos recueillis par Valentina Hemmeler Maïga

Agir sur le commerce

Uniterre a récemment écrit au Conseiller fédéral J. Schneider Ammann pour lui demander de revoir à la baisse le contingent tarifaire fixé à 170 millions d'hectolitres. Ceci pour plusieurs raisons: la consommation de vin a baissé de 12% en 10 ans, la crise de l'euro et la pression sur les prix par la grande distribution sont une réalité, l'augmentation des importations est massive (+23% en 1 an depuis l'Allemagne) et la différence des normes de production entre les vins suisses et étrangers est notable. Les efforts en termes de qualité et de diversification du cépage suisse sont ainsi bien mal récompensés.

M. Schneider Ammann, tout en reconnaissant la situation, a répondu que l'accord approuvé par l'Assemblée fédérale et notifié en 1997 à l'OMC s'est basé sur le calcul des importations effectives de 1986 à 1988. Il y a 1/4 de siècle!!! Selon nos autorités, renégocier ce contingent aurait pour conséquences de devoir abaisser les droits de douanes pour le vin ou de proposer des compensations sur d'autres produits agricoles (lait, fruits, légumes etc.). Et elles ne veulent pas prendre ce risque. Sachant que l'OMC patauge à juste titre dans la choucroute depuis 10 ans, avec une telle attitude attentiste de nos autorités, aucun accord ne pourrait être renégocié même si le ciel nous tombait sur la tête...

La Suisse se trouve depuis de nombreuses années dans le trio de tête des importations (en hl) de vins européens, derrière les Etats-Unis et la Russie. En reprenant le cas de l'Allemagne, il est intéressant de constater que si les exportations (intra et extra UE) de vins allemands ont augmenté en près de 10 ans de 47%, la part des vins importés en Allemagne (intra et extra UE) sur la consommation est passée dans le même temps de 63% à 76%. Quant à l'augmentation de l'exportation de vin de table allemand hors UE, elle est de 119% durant la même période. En résumé, plus d'importations et plus d'exportations pour le bonheur des intermédiaires et des transporteurs. En termes de bilan écologique et social c'est plutôt discutable.

L'Union européenne met à disposition de l'organisation commune du marché du vin 11 mesures de soutien parmi lesquels les plus utilisées sont la reconversion du vignoble, l'investissement dans les infrastructures des domaines et la promotion. Tout dernièrement, la Cour des comptes européenne a critiqué la Commission européenne pour sa gestion de l'équilibre entre offre et demande. Particulièrement visée: la mesure «restructuration et reconversion du vignoble» qui aurait partiellement annulé les effets de la mesure «arrachage» sur les quantités produites. Les rendements liés aux nouveaux cépages plantés sont plus élevés. Par ailleurs, la Cour demande d'établir une estimation de l'équilibre entre offre et demande en se fondant sur des données actualisées. Nous devrions en faire de même afin de développer en urgence, mais de manière intelligente, un éventail de mesures sur le marché indigène comme international permettant d'assainir le marché et d'obtenir des prix permettant de couvrir les coûts liés à la qualité actuelle de nos vins et d'en assurer l'amélioration constante. vhm

LA VIE DES SECTIONS

Les propositions de Big-M et d'Uniterre pour réguler le marché



© K. Graf

Gérer les quantités de lait: une nécessité!

Le constat est amer. Toutes les propositions actuelles de gestion du marché laitier n'ont abouti qu'à des baisses de prix successives aux producteurs. Tant la segmentation que la régulation par des taxes (pollueur-payeur) ne fonctionnent pas. Les familles paysannes repartent donc au front et souhaitent un vrai débat de fond sur le système de gestion du marché laitier suisse à mettre en place.

En Suisse alémanique, Big-M a organisé trois conférences dans les grandes régions laitières suisses. Les participants – des paysans – ont fait des propositions de système de régulation. Uniterre y a présenté son projet à chaque fois. Les participants ont ensuite décidé, par l'intermédiaire d'un vote, les projets à soutenir. Le résultat se trouve résumé ci-dessous:



Proposition de Big-M

Sur la base des quantités calculées dans les paiements directs et selon les quantités livrées en 2011, chaque producteur réduit de 10% ses quantités. Celui qui peut démontrer que ce montant correspond intégralement à ses droits de livraison peut réduire ses quantités de 5% par exemple (pourcentage à calculer).

Proposition d'Uniterre

La référence de volume à produire est 2008-2009. Sur la base des quantités livrées en 2011, une réduction globale de quantité correspondant à la différence entre 2008-2009 et 2011 doit être faite. Toutes ces quantités vont dans un pot commun. Toutes les quantités supplémentaires sont retirées ainsi que 5 à 7 % des quantités de base. Les producteurs qui se sont vus retirer leurs quantités supplémentaires ont la possibilité de racheter au pot commun 93% à 95% de leurs quantités. L'argent ainsi récolté est utilisé pour dédommager les produc-



teurs lésés, ceux qui n'ont pas produit de quantités supplémentaires (base de données TSM)

Uniterre et Big-M vont maintenant travailler ensemble pour essayer de trouver une voie médiane entre ces deux projets afin d'aboutir à un projet commun.

Nicolas Bezençon

Pétition populaire «du lait mais pas plus qu'il n'en faut»

La récolte de signature continue jusqu'à la fin août. Nous avons récolté actuellement la moitié des signatures que nous nous sommes fixés. Continuez à la faire signer et à la diffuser dans tous vos réseaux et lors des différentes manifestations de l'été! Si vous souhaitez plus de feuilles de signatures, faites-le nous savoir par mail (n.bezencon@uniterre.ch) ou téléphone au 0216017467

Vous pouvez également contacter vos sections et consulter notre site web www.uniterre.ch pour plus d'information.

Romont: quelle agriculture pour notre région?

«On ne veut pas d'ça comme agriculture, comment peut-on faire pour vous soutenir?» s'est exprimé un consommateur visiblement choqué par le film *Food Inc.* qu'il venait de voir! Et il n'était pas le seul! 170 personnes environ se sont déplacées au cycle d'orientation de Romont pour participer à une soirée débat animé par Isabelle Moncada et organisée par la section fribourgeoise d'Uniterre et l'association Glâne ouverte!



Food Inc ou quand toute la filière alimentaire s'industrialise

Projeté lors de la journée spéciale «Qu'est-ce que l'on mange» de la Radio Télévision Suisse le 23 novembre 2011, ce film de Robert Kenner (USA, 2008) fait la lumière sur la responsabilité de la logique industrielle dans le secteur agroalimentaire (fastfood, grande distribution,...) et le développement

mondial de l'agriculture industrielle au détriment de l'agriculture paysanne, de l'environnement et de la santé des consommateurs.

Si une bonne partie du film montre crûment une réalité, il propose également des pistes pour changer cette situation. Parmi ces dernières, il prône une alliance plus forte et directe entre les consommateurs et les familles paysannes afin

de pérenniser des systèmes alimentaires de proximité, écologiques, sains et correctement rémunérés. Il interpelle également le pouvoir politique.

Après le film, la parole a été donnée à la salle et au cinq intervenants invités. Sous la bague d'Isabelle Moncada, Eric Kiener, médecin nutritionniste, Nicole Bardet de la FRC, Myriam Hurni paysanne en biodynamie, Stéphane Rumpf, paysan boulanger et Urs Gfeller maraîcher bio ont débattu de la situation en Suisse.

Monsieur Kiener a rappelé que le développement de nombreuses maladies sont liées directement ou non à la qualité de l'alimentation. Les producteurs ont défendu les circuits courts, les modes de production écologiques et surtout les prix équitables. Pour eux, seul ce dernier point, le nerf de la guerre, oblige à la transparence et permet le maintien voir l'augmentation du nombre d'exploitations paysannes sur tout le territoire.

De la salle, Paul Ecoffey, de la section fribourgeoise est intervenu pour faire le lien entre la dissémination des cultures d'OGM et le développement

de l'agriculture industrielle.

Parmi les réactions remarquables, Laurent Thévoz, député dans la Sarine, a décidé de faire une motion qui demande à ce que toute l'administration fribourgeoise, les cantines et autres restaurants directement liés au canton s'approvisionnent en produits locaux contractualisés.

50 personnes pour une ACP à Romont

Cette soirée avait aussi comme but de faire la promotion pour la future structure d'agriculture contractuelle de proximité à Romont. En effet, l'association Glâne Ouverte et Uniterre souhaitent lancer leur projet dès que possible. Pour cela, il est nécessaire d'avoir des consommateurs convaincus par le système et prêts à s'engager pour un contrat annuel. A la sortie, une cinquantaine d'entre eux se sont déclarés prêts à signer. Un excellent début et une bonne entrée en matière pour que vive réellement la souveraineté alimentaire à Fribourg.

Nicolas Bezençon

LE DOSSIER THÉMATIQUE

La Suisse sans OGM – Moratoire et perspective après 2013

Le moratoire suisse interdisant la culture d'OGM à des fins commerciales s'achève le 27 novembre 2013. Quelles sont les perspectives pour que l'agriculture suisse demeure sans OGM?



Rappel des faits

En 2005, suite à l'initiative pour une agriculture sans OGM, le peuple choisit d'aller à l'encontre de la recommandation de vote proposée par le Conseil Fédéral et le Parlement et décide d'un moratoire de cinq ans sur la culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) à des fins commerciales. Le 1er juillet 2009, le Conseil Fédéral propose au Parlement une prolongation du moratoire jusqu'en 2013 au travers d'une modification de la loi sur le gé-

nie génétique (LGG). Celle-ci sera approuvée en mars 2010 par les Chambres fédérales. La raison invoquée était alors que le Pôle national de recherche 59 (PNR59) sensé fournir des éléments de réponse quant à l'utilité des OGM pour l'agriculture suisse et aux risques liés aux disséminations environnementales n'était pas terminé. Un délai supplémentaire était donc nécessaire pour analyser les résultats. Le rapport final sera consigné au Conseil Fédéral en août 2013.

Le 27 novembre 2013, la disposition transitoire de la LGG prend fin. Quelles perspectives pour l'agriculture suisse?

Le 27 novembre 2013, la disposition transitoire de la LGG prend fin. Quelles perspectives pour l'agriculture suisse?

Prolongation du moratoire ou interdiction des OGM?

Voici plus d'un an qu'au sein du groupe suisse de travail sur le génie génétique dont fait partie StopOGM -

la coordination romande sur le génie génétique - ont commencé des réflexions stratégiques sur les actions à mener pour que l'agriculture suisse demeure sans OGM après 2013.

Si l'interdiction des OGM semble la solution la plus simple, elle demeure néanmoins peu probable à court terme. Elle n'a pour le moment pas le soutien des milieux agricoles majoritaires (USP) qui, bien qu'approuvant le fait que les plantes génétiquement modifiées ac-

Une production sans OGM qui a la confiance des consommateurs assure une position dominante sur le marché et constitue un avantage économique. Il serait irresponsable de la galvauder.

tuuellement disponibles sur le marché ne soient d'aucun intérêt pour l'agriculture suisse, ne semblent pas vouloir se fermer à la possibilité de recourir aux OGM dans le futur. Une prolongation du moratoire, quant à elle, n'est pas une solution envisageable sur le long terme. Cette dernière pose en effet un certain nombre de problèmes juridiques. Nonobstant, elle reste l'option la plus facilement atteignable pour le moment. Le 28 février 2012, le Conseiller National UDC Markus Ritter déposait une Motion demandant le maintien du moratoire pour une durée déterminée. Le texte, qui émane des milieux agricoles, a été signé par la majorité des parlementaires du Conseil National (121).

Arguments pour une agriculture suisse sans OGM

La Motion énumère une série d'arguments en faveur du maintien du moratoire mis en avant depuis de nombreuses années par StopOGM. Premièrement, les variétés GM actuellement disponibles sur le marché et celles qui le seront bientôt (puisque'il faut environ 10-15 ans pour développer une variété GM, il est possible de savoir ce qui sera commercialisé) n'apportent aucun avantage à l'économie agricole suisse. Deuxièmement, un régime de coexistence entre agriculture

conventionnelle et utilisant des OGM est difficilement réalisable dans le paysage agricole suisse et entraînerait des coûts supplémentaires importants. Cela irait à l'encontre de l'optimisation des coûts indispensables au maintien d'un secteur agroalimentaire suisse compétitif. Le moratoire quant à lui n'a pas occasionné de problèmes pour l'agriculture suisse. Bien au contraire, il lui permet de se positionner comme une agriculture écologique de qualité. C'est d'ailleurs précisément l'orientation que souhaite donner la nouvelle Politique Agricole. Comme le mentionne la motion: «c'est avant tout la qualité qui confère à la production agricole suisse un avantage sur le marché. Tant que les consommateurs considèrent que produire sans OGM est un gage de qualité, ce type de production doit être encouragé et garanti. Une production sans OGM qui a la confiance des consommateurs assure une position dominante sur le marché et constitue un avantage économique. Il serait irresponsable de la galvauder.»

Légalement, le texte demande de prolonger le moratoire dans le cadre de la politique agricole 2014-2017 par une inscription dans la loi sur l'agriculture ou dans la loi sur le génie génétique.

Le Conseil Fédéral approuve, mais souhaite autoriser les OGM

Début mai, le Conseil Fédéral répond à la motion. Il la soutient en partant du principe que ces années supplémentaires permettront d'examiner les propositions

qui seront faites par les chercheurs du PNR 59 (StopOGM présentera une étude approfondie du PNR 59 dans un prochain numéro). Elles permettront également d'adapter le cadre légal sur la coexistence et sur la définition de régions sans OGM. En effet, l'ordonnance sur la coexistence devrait être achevée pour fin 2013, mais il est déjà clair aujourd'hui qu'elle ne pourra pas tout réguler. Des adaptations de la LGG ou de la loi sur l'agriculture seront en particulier nécessaires pour donner un cadre légal aux zones sans OGM. Ces modifications législatives demanderont plusieurs années.

Ces avancées sur le terrain politique réjouissent StopOGM. Elles démontrent une fois de plus la volonté d'une majorité de faire de la Suisse un pays sans OGM, après le vote de la population en 2005 et une première prolongation du moratoire par les chambres fédérales. Reste que la volonté (partiellement cachée) du Conseil fédéral d'autoriser les OGM en définissant un régime de coexistence n'est pas acceptable pour StopOGM, qui milite pour une interdiction durable, qui ne soit pas soumise à un renouvellement constant. Ces prochaines années doivent permettre de trouver une voie pour bannir définitivement les OGM de l'agriculture suisse. Le lancement d'une initiative populaire «Souveraineté alimentaire» qui bannit l'utilisation des OGM serait la solution idéale.

Si vous désirez rester informé sur l'actualité concernant les OGM, vous pouvez recevoir notre bulletin d'information à la maison en le demandant par email (info@stopogm.ch) ou au travers du formulaire de contact de notre site internet (www.stopogm.ch).



Luigi D'Andrea, Chargé d'affaires pour StopOGM – Coordination romande sur le génie génétique

LETTRES DE LECTEURS / LESERBRIEF

A propos du cas Emmi et du Gruyère américain

M. Schneider Ammann a pris la défense d'Emmi début mai. J'espère que cela n'ira pas jusqu'à un appui financier. En été 2009, je fus appelé à enseigner la fabrication du fromage dur à des bergers dans les montagnes du Kirghizistan. Ils ne connaissaient pas cette forme de mise en valeur du lait. J'ai profité de mon séjour dans le pays pour visiter la fromagerie industrielle de Siut Bulka, au nord, construite par Emmi, soutenue par la Coopération suisse, qui produit 4 tonnes de fromage par jour. Quelle ne fut pas ma surprise quand le directeur de cette entreprise m'a déclaré que la fromagerie apporte aussi à la Suisse. L'aide représente 30% du capital investi. Le reste consiste en des actions en capital

dont la Suisse bénéficie. Comme les paysans livrent leur lait entre 3 et 5 centimes de francs suisses par litre et en moyenne 20 litres par jour, je ne vois pas comment cette aide permettrait d'améliorer leurs conditions de vie.

Il est temps de prendre au sérieux «la souveraineté alimentaire» proposée par La Via Campesina pour permettre aux petits paysans de toutes les régions du monde de remplir leur fonction; pour permettre aussi le maintien de notre environnement et une saine alimentation des peuples et non de faire de ces paysans les premières victimes de la faim.

Martin Chatagny, Hennens

Leserbrief bezüglich Charta zur Qualitätsstrategie der Schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft

Beim Treffen der Platzhirsche entstand (k)ein Papiertiger

Nun wurde sie also gefeiert, die Charta zur Qualitätsstrategie der Schweizerischen Land- und Ernährungswirtschaft. 119 Organisationen und Firmen sind mit im Boot, unter anderem auch Bauernverband, der SBLV, die BioSuisse, Coop, Demeterverband und SKS, federführend eine Kerngruppe rund ums BLW. Laut Bundesrat Schneider-Ammann handelt es sich um eine Branchenstrategie und er liess des Weiteren auch keine Zweifel über seine positive Haltung zur Öffnung der Agrarmärkte entstehen. Gerade deshalb müssten wir Biobäuerinnen und Biobauern aber die Frage stellen, wem das Papier nützt und wem es schadet. Sind wir Teil dieser Strategie oder haben wir andere Visionen? Verstehen wir das Gleiche unter Qualität wie die Grossverteiler? Wohin führt der Plan dieser Allianz?

Die Charta liest sich wie ein Friedensplan, ist aber ein Strategieplan, ein Planspiel zur Öffnung der Grenzen. Es

ist das Instrument, um ein Territorium zu besetzen und zu markieren. Seht euch vor: Hier sind wir und wir haben das Sagen. Wir sagen euch was Qualität zu sein hat, wie sagen euch was Fairness ist und wir verteidigen die Wachstumsstrategie gegen unerwünschte QuerdenkerInnen. Kernziel ist die *Führerschaft** über Begriffe wie *Nachhaltigkeit, Qualität, Genuss, Authentizität und Natürlichkeit*. Es ist die Okkupation von Begriffen, die damit gleichzeitig nieder gewalzt werden. Noch selten habe ich so viele Worthülsen auf einmal gelesen, wie in dieser Charta. Aber Achtung, auch ein



© K. Graf

Papiertiger kann Zähne zeigen und die Initianten werden es sich nicht nehmen lassen, neue Märkte zu erobern und die Marktöffnung und deren Führerschaft weiter voran zu treiben. Dass Wachstumsstrategien mit Nachhaltigkeit und mehr Ökologie nicht vereinbar sind, scheint so manchem Hirsch egal zu sein und dass die Bäuerinnen und Bauern Qualität nicht zu Weltmarktpreisen herstellen können, ist im Gerangel ums Revier untergegangen.

In der Charta werden wir zu *ProduzentInnen von Rohstoffen* degradiert und wir werden damit zum Rädchen in der Marktlogik des unbeschränkten Wirtschaftswachstums. Wir Bäuerinnen und Bauern aber wissen, dass sich der Boden nicht vermehren lässt und dass unsere Belastbarkeit Grenzen hat.

Deshalb können Landwirtschaft und Natur auch kein Teil dieser Wirtschaftslogik sein.

Ulrike Minkner, Biobäuerin, Mont-Soleil

*Die kursiv gedruckte Begriffe sind dem Vokabular der Charta entnommen.

En raison de l'acceptation d'un statut de sympathisant avec cotisation différenciée lors de l'assemblée générale d'Uniterre, les cotisations proposées par le comité pour 2013 sont:
400.- pour les paysans et les membres collectifs proches de l'agriculture (sociétés de laiterie, etc.)
200.- pour les sympathisants non paysans, les organisations et institutions non agricoles.

Weil wir jetzt einen Sympathisanten Status haben, hat die Generalversammlung Beiträge für 2013 abgestimmt:

400.-: BauerInnen Mitgliedern und Kollektivmitgliedern die nahe von der Landwirtschaft sind (Käsereien, Landwirtschaft Kooperativen)
200.-: nicht bäuerliche- SympathisantInnen, -Organisationen und -Institutionen

Agenda

...International...

10 juillet à Bruxelles: manifestation européenne des producteurs de lait. Contacter n.bezencon@uniterre.ch

25 août - 19 septembre: GoodFood March, marches à travers l'Europe convergent vers Bruxelles, pour la souveraineté alimentaire! Contact: info@uniterre.ch

...National ...

Lundi 16 juillet à St-Ursen (FR) visites de variétés céréalières du pays. Contact: Stéphane Rumpf: rumpfi@pwnet.ch

24 octobre à Yverdon-les-Bains 5ème Journée romande «Sol-plante-climat» + Énergie 2012

...La vie des sections...

Fribourg
Dimanche 19 août à Villaraboud, chez Chassot. Pic-nic ouvert à tous organisé par Cooperative Solidarite Paysanne et ACAR.

Plus d'infos et mises à jour: uniterre.ch/Actualites/agenda.html

Osons un lait de qualité

PARABOL

Bolus naturel en cas de Cellules somatiques trop hautes

LGC SA 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84